

**FEDERATION FRANCAISE DE PLANEUR  
ULTRA LEGER MOTORISE - FFPLUM  
96 bis, rue Marc Sangnier  
94700 MAISONS ALFORT**

**EXERCICE 2024**

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**



**commissaire  
aux comptes**

**DOMINIQUE BEGUIN VETTERL**  
*Commissaire aux Comptes*  
**32 rue Jouffroy d'Abbans - 75017 PARIS - ☎ 01.42.94.87.40**

**FEDERATION FRANCAISE DE PLANEUR  
ULTRA LEGER MOTORISE (FFPLUM)  
Siège Social : 96 bis, rue Marc Sangnier  
94700 MAISONS ALFORT**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2024**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions du Comité Directeur et de votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FEDERATION FRANCAISE DE PLANEUR ULTRA LEGER MOTORISE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Membres de l'Association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 04 mars 2025

**Dominique BEGUIN VETTERL**

**Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie  
Régionale de Paris**



## **ANNEXE AU RAPPORT**

### **Description détaillée des responsabilités du**

### **Commissaire aux Comptes de l'exercice 2024**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



**FEDERATION FRANCAISE DE PLANEUR  
ULTRA LEGER MOTORISE (FFPLUM)  
Siège Social : 96 bis, rue Marc Sangnier  
94700 MAISONS ALFORT**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre Association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs il nous appartient de vous communiquer les informations prévues à l'article L 612-5 du Code de Commerce relatives à l'exécution au cours de l'exercice écoulé, des Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

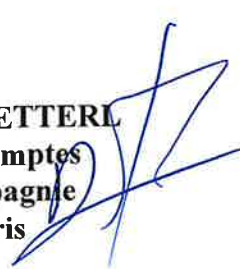
J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS ANTERIEUREMENT SOUMISES A L'APPROBATION DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE**

La rémunération brute versée à M. Sébastien PERROT s'est élevée à 15 936€ pour l'année 2024.

Paris, le 04 mars 2025

**Dominique BEGUIN VETTERL**  
**Commissaire aux Comptes**  
**Membre de la Compagnie**  
**Régionale de Paris**



***FEDERATION FRANCAISE DE PLANEUR  
ULTRA LEGER MOTORISE - FFPLUM  
96 bis, rue Marc Sangnier  
94700 MAISONS ALFORT***

***EXERCICE 2024***

***COMPTES ANNUELS***



Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	78 305	69 187	9 117	23 778
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	78 305	69 187	9 117	23 778
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	216 052		216 052	216 052
Actif circulant	Constructions	747 944	245 083	502 860	524 318
	Inst. techniques, mat.out.industriels	503 928	440 808	63 120	94 048
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	1 467 925	685 891	782 033	834 419
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées	250		250	250
	Autres titres immobilisés	1 176		1 176	1 176
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL	1 426		1 426	1 426
	Total I	1 547 657	755 079	792 577	859 623
Actif circulant	Stocks et en cours	33 729	9 234	24 494	22 214
	Créances <sup>(2)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	214 990		214 990	195 866
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	164 433		164 433	158 888
	TOTAL	379 424		379 424	354 754
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 565 850		1 565 850	1 476 098
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	41 994		41 994	64 298
	Total II	2 020 999	9 234	2 011 764	1 917 365
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	3 568 657	764 314	2 804 342	2 776 989
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				





Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	254 033	298 120
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation	414 352	414 352
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	73 225	-44 087
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>741 611</b>	<b>668 385</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total I</b>	<b>741 611</b>	<b>668 385</b>
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	<b>Total I bis</b>		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	<b>Total II</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>Total III</b>		
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	164 234	184 526
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 918	62 524
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	67 461	53 031
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 391 283	1 398 704
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	395 832	409 816
	<b>Total IV</b>	<b>2 062 730</b>	<b>2 108 603</b>
	Écart de conversion Passif V		
	<b>TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)</b>	<b>2 804 342</b>	<b>2 776 989</b>
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	1 182 888	1 204 337
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	18 442	20 907
	<i>dont ventes de dons en nature</i>	13 382	14 292
	Ventes de prestations de service	483 843	450 584
	<i>dont parrainages</i>	39 559	38 293
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	405 135	360 263
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		90 815
	Mécénats	45 353	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 075	16 553
Charges d'exploitation	Utilisations des fonds dédiés		72 519
	Autres produits	620 419	772 501
	<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>2 761 157</b>	<b>2 988 481</b>
	Achats de marchandises	41 395	17 665
	Variation de stocks	-9 138	23 237
	Autres achats et charges externes (1)	1 226 423	1 326 675
	Aides financières	325 968	441 502
	Impôts, taxes et versements assimilés	9 275	10 437
	Salaires et traitements	246 534	251 502
	Charges sociales	91 169	83 819
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	70 046	73 789
	Dotations aux provisions	9 234	1 841
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	636 457	767 490
	<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>2 647 366</b>	<b>2 997 961</b>
<b>1. Résultat d'exploitation (I-II)</b>		<b>113 791</b>	<b>-9 480</b>



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	1 529	0
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	14 717	11 536
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		16 246	11 536
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 485	2 787
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		2 485	2 787
2. Résultat financier (III-IV)		13 761	8 749
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		127 552	-730
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	583	1 866
	Sur opérations en capital		5 000
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	583	6 866
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	54 910	50 223
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	54 910	50 223
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-54 326	-43 357
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		2 777 987	3 006 885
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 704 762	3 050 972
EXCÉDENT OU DÉFICIT		73 225	-44 087
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		213 156	206 696
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		213 156	206 696
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature		213 156	206 696
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		213 156	206 696

# ASS FFPLUM

Annexe aux comptes  
Exercice clos  
Le 31/12/2024

1	Principes et méthodes comptables	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
2.1	Actif immobilisé	6
2.5.1	État de l'actif immobilisé (brut	7
2-1-2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
2.1.1	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	9
2.2	Actif circulant	10
2.2.1	État des stocks	10
2.2.2	Actif circulant / dépréciations	11
2.2.3	Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif	11
2.3	Fonds propres	12
2.3.1	Fonds propres	13
2.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	14
2.4.1	Fonds dédiés	14
2.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	15
	Compte de Résultat	16
2.5.1	Ventilation des produits d'exploitation	16
2.5.2	Honoraires des commissaires aux comptes	16
3	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	17
3.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	17
3.5	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)	17
3.6	Informations relatives à l'effectif	18

# 1 Principes et méthodes comptables

## **Désignation de l'association : FFPLUM**

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 804 342 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 73 225 euros.  
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## **Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre :**

La Fédération a pour objet :

- la promotion et le développement du vol ultraléger motorisé et ses particularités
- le développement et l'organisation de la pratique des activités physiques, sportives et de loisir, l'organisation des compétitions
- la diffusion de l'information, la mise en place de méthodes d'apprentissage, la formation des pratiquants
- le regroupement des intérêts des utilisateurs
- le dialogue avec les pouvoirs publics
- la recherche scientifique et technique, l'étude et la résolution de tous problèmes, administratifs, financiers ou juridiques impliqués par l'utilisation des aéronefs classifiés ULM

La fédération se compose notamment de personnes physiques auxquelles elle délivre directement des licences

## **Règles générales :**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### **Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage : 3 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



## **2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

### **2.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

## 2.5.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	78,306	-	-	-	78,306
Immobilisations corporelles	Terrains	216,052				216,052
	Constructions	705 644				747,944
	Install. Tech., mat., outillage	87,227	3,000			90,227
	Install. Générales, ag. Am. divers	234,706				234,706
	Matériel de transport	74,961		5,240		69,721
	Mat bureau informatique, mobilier	109,274				109,274
	Total III	1,470,165	3,000	5,240	-	1,467,925
Immobilisations financières	Participations	250				250
	Autres titres immobilisés	1,176				1,176
	Total IV	1,426	-	-	-	1,426
Total général		1,549,897	3,000	5,240	-	1,547,657

## 2-1-2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fins (D)
Amortissements incorporels	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	54,528	14,660	-	69,188
Amortissements corporels	Terrains				
	Constructions	223,625	21,458		245,084
	Install. Tech., mat., outillage	39,009	21,752		60,760
	Install. Générales, ag. Am. divers	203,937	4,703		208,640
	Matériel de transport	68,115	2,904	5,240	65,780
	Mat bureau informatique, mobilier	101,060	4,568		105,628
	Immobilisations Grevées de droits				
	Total III	635,746	55,386	5,240	685,892
Total général		690,274	70,046	5,240	755,080

## 2.5.2 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	54,528	14,660				69,188
Corporelles	635,746	55,386		5,240		685,892
<b>TOTAL</b>	<b>690,274</b>	<b>70,046</b>	<b>-</b>	<b>5,240</b>		<b>755,080</b>

## 2.2 Actif circulant

### 2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises	33 730	9 235	24 495
<b>TOTAL</b>	<b>33 730</b>	<b>9 234</b>	<b>24 495</b>

## 2.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	2,376	9,235	2,376	9,235
Usagers				
Autres				
<b>TOTAL</b>	<b>2,376</b>	<b>9,235</b>	<b>2,376</b>	<b>9,235</b>

## 2.2.3 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

### 2.2.3.1 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges 2025 facturées en 2024			41 994		
<b>TOTAL</b>			<b>41 994</b>		

## 2.3 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ».

L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

### 2.3.1 Fonds propres

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	298,121	-44,088	-	-	-	-	-	254,033
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	414,353			-		-		414,353
Réserves	-	-	-	-		-		-
Report à nouveau	-	-	-	-		-		-
Excédent ou déficit de l'exercice	-44,088	73 226	-	-	-	-44 088	-	73,226
Subventions d'investissement	-			-		-		-
Provisions réglementées	-			-		-		-
<b>TOTAL</b>	<b>668,386</b>	<b>29 138</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 44 088</b>	<b>-</b>	<b>741,612</b>



## 2.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

### 2.4.1 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Aucun fonds dédiés au 31/12/2024.

			Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)					
TOTAL							

## 2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres	1 426		1 426
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	214,991	214 991	
	Autres	164,434	164 434	
Charges constatées d'avance		41,995	41 995	
<b>TOTAL</b>		<b>422 846</b>	<b>421 420</b>	<b>1 426</b>

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	À 1 an maximum à l'origine				
	À plus d'1 an à l'origine	164 234	20 599	95 108	48 527
Fournisseurs et comptes rattachés		43,918	43 918		
Dettes fiscales et sociales		67,461	67 461		
Autres dettes		1,391,284	1 391 284		
Produits constatés d'avance		395,832	395 832		
<b>TOTAL</b>		<b>2 062 729</b>	<b>1 919 094</b>	<b>95 108</b>	<b>48 527</b>

Emprunts remboursés en cours d'exercice	20 292
---	--------

## Compte de Résultat

### 2.5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

### 2.5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	13 960 € (TTC)
Au titre d'autres prestations	
<b>Honoraires totaux</b>	<b>13 960 (TTC)</b>

### 3 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

#### 3.4 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts, le montant des indemnités de direction versées aux dirigeants s'est élevé à 21 983 € (charges patronales incluses).

#### 3.5 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

	Exercice	Exercice précédent
<b>Produits</b>		
Bénévolat	213 516	206 696
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Charges</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Personnel bénévole	213 516	206 696

### 3.6 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres		
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	6	
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	